

J'ai déjà parlé du minable programme d'aide aux victimes de la sécheresse, des changements rétroactifs apportés au Programme de stabilisation du revenu des céréaliculteurs de l'Ouest, et du fait que la Commission canadienne du blé ne peut plus s'occuper de l'exportation de l'orge. Comment interpréter ce taux d'intérêt croissant, assorti aux prêts aux agriculteurs et à la petite entreprise? Le gouvernement laisse les agriculteurs à la merci du marché et il refuse de livrer le combat financier avec eux.

Oui, que penser de ces taux d'intérêt? Qu'en a dit le discours du Trône? J'ai peine à y retrouver la moindre allusion. Il semble que je sois incapable de trouver un passage qui dise que le gouvernement veut freiner la hausse des taux d'intérêt imposée aux éléments les plus importants de notre économie, les agriculteurs et les membres de la petite entreprise, comme à tout le monde, du reste.

Le ministre des Finances (M. Wilson) est un ferme partisan de la Banque du Canada et de la politique actuelle qui consiste à laisser les taux d'intérêt s'emballer. Les députés de l'Ouest, les députés provinciaux et les premiers ministres réclament une baisse des taux d'intérêt, et le gouvernement fait la sourde oreille. Ce gouvernement n'a pas trouvé le moyen, dans son discours du Trône, de montrer à la population du Canada qu'il se souciait du sort des petits agriculteurs, des petits hommes d'affaires, et des petits propriétaires en leur disant qu'il interviendrait dans l'économie pour bloquer cette spirale.

Nous savons à qui profitent les taux d'intérêt élevés. Ce sont les riches qui ont de beaux comptes de banque, les grandes sociétés qui ont d'imposantes liquidités, les spéculateurs immobiliers et bien sûr les institutions bancaires et financières. Ce sont eux qui y gagnent et non pas les citoyens ordinaires. Il n'y a probablement personne ni aucune entreprise dans la circonscription The Battlefords—Meadowlake, celle que je représente, qui pourrait se vanter de bénéficier des taux d'intérêt élevés. Il faut immédiatement abaisser le taux bancaire et seul le gouvernement peut imposer ce revirement.

Mes électeurs s'inquiètent aussi de la politique énergétique, de la politique forestière et de l'avenir des programmes de développement régional. Je vous demande, madame la Présidente, où, dans le discours du Trône, nous pouvons trouver mention de ces questions.

### *L'Adresse—M. Taylor*

Dans quel passage de ce long document qui expose les priorités du gouvernement pour l'année à venir ce dernier nous dit-il ce qu'il compte faire pour répondre aux préoccupations des Canadiens de l'Ouest?

Le gouvernement ne nous dit rien au sujet des forêts, de l'énergie, de l'agriculture, du développement régional, des taux d'intérêt. Où le gouvernement s'en va-t-il? Vraiment, je suis très inquiet. Ces thèmes constituent le moteur de l'économie de l'Ouest et ils sont tout ce qui reste. Or, ils sont tous absents des priorités du gouvernement pour l'année qui vient. Je pourrais parler longuement de tout ce qui manque dans le discours du Trône, mais permettez-moi de ne mentionner que quelques points.

Les premiers sont les projets d'autonomie politique des autochtones et les projets établis par Postes Canada à l'égard des régions rurales du Canada. J'ai lu maintes fois le discours du Trône, mais je ne pourrais pas dire à mes électeurs indiens ce que le gouvernement estime devoir faire cette année pour respecter l'engagement qu'il a déjà pris envers eux.

Mardi, dans cette enceinte, quatorze jeunes Indiens faisaient la grève de la faim parce que le gouvernement a réduit les programmes d'enseignement destinés aux Indiens. Dans ma circonscription, comme ailleurs, des sous-ententes fédérales et provinciales n'ont pas été renouvelées. Ces ententes prévoyaient une aide financière indispensable aux collectivités indiennes et métisses. Dans son discours du Trône, le gouvernement dit qu'il élargira des programmes d'aide au développement économique des autochtones, mais nous n'en avons eu aucun signe. Il n'est question d'aucun engagement réel en ce sens.

Les Indiens de ma circonscription, tout comme ceux des autres circonscriptions du pays, demandent au gouvernement de leur faire une place dans notre processus démocratique qui leur reconnaissait le droit de bâtir leur propre avenir. La stratégie actuelle de transfert des responsabilités est injuste, non pas parce qu'elle donne aux Indiens une voix de plus en plus forte dans l'administration de leurs affaires, mais parce qu'elle ne fournit pas les bases, la structure ou les ressources nécessaires pour permettre une saine administration de leurs affaires.

Les questions indiennes seront importantes cette année. J'estime donc qu'il est impérieux que le gouvernement l'admette et déclare quelles sont prioritaires à la Chambre des communes et dans le discours du Trône.